

# «Le G20 doit réglementer la spéculation sur les denrées alimentaires»

► Propos recueillis par Ram Etwareea

**Fistick/laif** Olivier De Schutter, rapporteur spécial de l'ONU pour le droit à l'alimentation

**Le Temps:** Les Nations unies viennent de tirer la sonnette d'alarme sur une nouvelle flambée des prix de produits alimentaires. La situation est-elle vraiment grave?

Olivier De Schutter: Elle est tendue. Les prix du blé, du maïs, du sucre et d'autres produits de base ont explosé ces derniers mois. Les pays qui dépendent des importations se retrouvent dans une situation précaire. Pour d'autres, la situation est moins dramatique. Le prix du riz, denrée de base de la population en Asie et en Afrique de l'Ouest, est plutôt stable du fait de bonnes récoltes. Autre bonne nouvelle: l'Afrique subsaharienne, généralement fragile sur le plan alimentaire, est moins touchée. La Zambie, le Malawi, le Niger par exemple ont eu de bonnes récoltes à la fin de l'année dernière, au-delà de leurs besoins propres. Ces pays ne doivent pas faire face au choc des prix.

La situation est cependant tendue, car l'offre n'arrive pas à satisfaire la demande mondiale, et les stocks sont bas. Outre les catastrophes naturelles qui ont affecté les cultures, notamment en Russie, en Ukraine et plus récemment en Australie, l'utilisation de produits agricoles pour la production des biocarburants aux Etats-Unis et en Europe pose un sérieux problème. L'an dernier, 38% du maïs récolté aux Etats-Unis a servi à la production d'éthanol.

- Est-ce que la demande croissante de la Chine, de l'Inde et d'autres pays émergents tend aussi l'offre?

- C'est vrai que les habitudes alimentaires dans plusieurs pays émergents changent. Mais il faut plutôt se réjouir que des millions de gens puissent adopter des régimes plus diversifiés. L'impact sur les prix est limité. L'Inde et la Chine sont plus ou moins autosuffisantes, bien que cette dernière importe beaucoup de soja pour nourrir le bétail. Au lieu de poser seulement la question sur la demande croissante des pays émergents, il faudrait évoquer la surconsommation dans les pays riches. Bien que la consommation de protéines animales progresse dans les pays émergents, un Américain mange encore deux fois plus de viande qu'un Chinois. La consommation moyenne mondiale de viande s'élevait en 2000 à 37,4 kilos, mais si la tendance actuelle se poursuit, la consommation mondiale sera de 50 kilos en 2050, et 50% des

céréales produites seront consacrées à la nourriture animale. Si l'on n'agit pas sur ces courbes, il faudra augmenter la production agricole de 70% d'ici à 2050 pour répondre aux besoins mondiaux.

- En quoi la crise actuelle est-elle différente de celle de 2008 qui avait provoqué des émeutes de la faim dans de nombreux pays?

- D'abord, les impacts sont différents grâce à la stabilité du prix du riz. Fin avril 2008, la tonne avait atteint un sommet de 1000 dollars, triplant son prix en l'espace de quelques mois! La flambée était provoquée notamment suite à la décision de la Thaïlande et de l'Inde de restreindre leurs exportations afin de contenir la hausse de prix chez eux. Or des pays comme les Philippines, grand consommateur de riz, n'avaient d'autre choix que d'importer. Une rareté artificielle a donc été créée, encourageant la spéculation. Au printemps 2008, les marchés agricoles s'étaient par ailleurs emballés à cause de la flambée du prix de pétrole qui fluctuait entre 130 et 140 dollars le baril. Aujourd'hui, il se situe autour de 100 dollars. On verra ces prochaines semaines l'impact de la tendance haussière.

- Quelle leçon le monde a-t-il retenue de la crise de 2008?

- Nous refusons d'en tirer vraiment les enseignements. La concurrence entre l'alimentation humaine, les cultures fourragères et les biocarburants crée des conséquences perverses, plus encore dans le contexte actuel où l'augmentation des prix du pétrole encourage la production de biocarburants. Nous n'avons pas agi non plus contre la spéculation de façon déterminée, alors que le comportement des fonds d'investissement sur les marchés dérivés des matières premières agricoles a des conséquences nuisibles. Enfin, on a réinvesti dans l'agriculture, mais pas suffisamment.

- Justement, la Banque mondiale avait juré en 2008 de faire de l'agriculture sa priorité...

- La Banque mondiale a reconnu que négliger l'agriculture était une erreur: investir dans ce secteur constitue la meilleure façon de réduire la pauvreté rurale. Et pourtant, depuis le début des années 1980, on avait plutôt assisté à un net désengagement. La crise de 2008 a changé cela. Mais de la parole aux actes, le gouffre est immense. Au sommet de L'Aquila de juillet 2009, le G8 avait promis d'investir 22 milliards de dollars (21,1 milliards de francs) sur trois ans dans l'agriculture. Une fraction seulement de ce montant a été versée. Et je crains que les investissements réalisés ne soient pas toujours les plus efficaces pour aider les petits agriculteurs des pays en développement.

- Quel est votre propre rôle en tant que rapporteur spécial de l'ONU pour le droit à l'alimentation?

- Mon rôle consiste à fournir aux Etats la meilleure expertise possible sur la base des consultations que je mène, pour les aider à prendre des décisions informées. Les gouvernements reçoivent beaucoup de conseils techniques sur la manière d'augmenter la production agricole. Mais je pose, pour ma part, les questions de distribution: qui produit? Pour le bénéfice de qui? A quel prix? L'augmentation de la production n'est pas tout, elle peut s'accompagner du

développement de la pauvreté et de la croissance des inégalités. Mon rôle est d'y être attentif.

- Vous avez parlé de la spéculation. Qui doit lutter contre?

- La spéculation n'est pas la cause première de la hausse ou de la baisse des prix. Un marché des produits dérivés, où s'échangent des promesses d'achat et de vente à terme, est même nécessaire dans une certaine mesure, car il permet aux opérateurs de se protéger d'une volatilité excessive. Mais si les échanges sur ces marchés ne sont pas régulés, ils déstabilisent les marchés, auxquels ils envoient des signaux qui deviennent illisibles. Le développement des fonds indiciels de matières premières et la logique financière qui vient à s'imposer détachent ces marchés dérivés de l'économie réelle: des bulles se forment et puis explosent, sans que cela corresponde aux fondamentaux, c'est-à-dire aux niveaux des stocks et aux courbes de l'offre et de la demande. Il est important que le G20, en faisant une distinction entre les opérateurs commerciaux et les investisseurs purement financiers, réglemente le marché. Car la volatilité des prix des matières premières agricoles handicape les producteurs, qui ne savent plus planifier leur production et pour qui les risques s'accroissent. Elle peut aussi déboucher sur des situations de panique: si un fonds d'investissement spéculé à la hausse, les acheteurs vont s'empresser d'acheter, les vendeurs retarder la vente - chaque fois dans la conviction que le spéculateur décide en connaissance de cause -, et il en résulte une rareté artificielle.

---